

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**VIRBAC**

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 10 488 325 €

Siège social : 1ère avenue 2065 m LID 06516 Carros

417 350 311 R.C.S Grasse.

**AVIS DE RÉUNION****Assemblée générale mixte du 29 juin 2026**

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés qu'une assemblée générale mixte se tiendra le **29 juin 2026 à 14 heures**, dans le bâtiment de Virbac direction, 13e rue LID 06517 Carros.

**ORDRE DU JOUR****Partie ordinaire**

**Première résolution.** — approbation des comptes sociaux de l'exercice 2025

**Deuxième résolution.** — approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025

**Troisième résolution.** — affectation du résultat

**Quatrième résolution.** — conventions et engagements réglementés visés à l'article L225-38 du Code de commerce

**Cinquième résolution.** — renouvellement du mandat de Philippe Capron en qualité d'administrateur

**Sixième résolution.** — renouvellement du mandat d'Olivier Charmeil en qualité d'administrateur

**Septième résolution.** — approbation des informations mentionnées à l'article L22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux

**Huitième résolution.** — approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Marie-Hélène Dick-Madelpuech, présidente du conseil d'administration

**Neuvième résolution.** — approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Paul Martingell, directeur général

**Dixième résolution.** — approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Habib Ramdani, directeur général par intérim nommé directeur général délégué en 2025

**Onzième résolution.** — approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Marc Bistuer, directeur général délégué

**Douzième résolution.** — approbation de la politique de rémunération de la présidente du conseil d'administration pour l'exercice 2026

**Treizième résolution.** — approbation de la politique de rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice 2026

**Quatorzième résolution.** — approbation de la politique de rémunération de Paul Martingell, directeur général, pour l'exercice 2026

**Quinzième résolution.** — approbation de la politique de rémunération d'Habib Ramdani, directeur général délégué, pour l'exercice 2026

**Seizième résolution.** — approbation de la politique de rémunération de Marc Bistuer, directeur général délégué, pour l'exercice 2026

**Dix-septième résolution.** — autorisation à conférer au conseil d'administration aux fins de procéder au rachat d'actions de la société

### **Partie extraordinaire**

**Dix-huitième résolution.** — ratification de la modification de l'article 17.4 des statuts

### **Partie ordinaire**

**Dix-neuvième résolution.** — pouvoirs en vue des formalités légales

## **TEXTE DES RESOLUTIONS**

### **Partie ordinaire**

**Première résolution** (*approbation des comptes sociaux de l'exercice 2025*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes sociaux arrêtés à la date du 31 décembre 2025 et qui font ressortir un bénéfice net de 136 725 103,52 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle approuve également les dépenses effectuées au cours de l'exercice écoulé ayant trait aux opérations visées à l'article 39-4 du Code général des impôts pour un montant global de 578 623 €. En conséquence, elle donne aux administrateurs *quitus* entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

**Deuxième résolution** (*approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes consolidés de cet exercice qui font ressortir un résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère de 150 887 154 €.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

**Troisième résolution** (*affectation du résultat*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice :

<b>Au titre de l'exercice 2025</b>	
Bénéfice de l'exercice	136 725 103,52
Report à nouveau antérieur	849 186 398,72
Bénéfice distribuable	985 911 502,24
Distribution de dividende	12 166 457,00
Affectation au report à nouveau	973 745 045,24

Le dividende distribué à chaque action au nominal de 1,25 € s'élève à 1,45 €. Le dividende à distribuer sera détaché de l'action le 2 juillet 2026 et sera payable le 6 juillet 2026.

L'assemblée décide, que conformément aux dispositions de l'article L225-210 du Code de commerce, le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues à la date de la mise en paiement sera affecté au compte report à nouveau qui sera de ce fait augmenté de ce montant.

L'assemblée générale prend acte que les associés ont été informés :

- que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou *flat tax*) de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux ;
- que le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8% - CGI, art. 117 *quater*) ;
- qu'ils peuvent demander à être dispensés du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 € (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende ;
- que l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 12 166 457 €, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 *quater* du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor public dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à l'article 243 *bis* du Code général des impôts, il est rappelé que les distributions effectuées au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Dividende par action (en €)		Distribution globale (en €)
Au titre de l'exercice 2022	1,32	11 164 560,00
Au titre de l'exercice 2023	1,32	11 164 560,00
Au titre de l'exercice 2024	1,45	12 166 457,00

**Quatrième résolution** (*conventions et engagements réglementés visés à l'article L225-38 du Code de commerce*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de conventions visées à l'article L225-38 du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

**Cinquième résolution** (*renouvellement du mandat de Philippe Capron en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat de Philippe Capron en qualité d'administrateur pour une durée de trois années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

**Sixième résolution** (*renouvellement du mandat d'Olivier Charmeil en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat d'Olivier Charmeil en qualité d'administrateur pour une durée de trois années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

**Septième résolution** (*approbation des informations mentionnées à l'article L22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L22-10-34 I. du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, approuve, les informations sur les rémunérations des mandataires sociaux mentionnées à l'article L22-10-9 du Code de commerce. Ces informations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (sections 4.2., 4.4. 4.6. et 4.7).

**Huitième résolution.** (*approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute natures versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Marie-Hélène Dick-Madelpuech, présidente du conseil d'administration*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments composant la rémunération et autres avantages versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Marie-Hélène Dick-Madelpuech, présidente du conseil d'administration. Ces informations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 4.2.2.).

**Neuvième résolution** (*approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute natures versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Paul Martingell, directeur général*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments composant la rémunération et autres avantages versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Paul Martingell, directeur général. Ces informations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 4.2.3.1. et 4.4.1).

**Dixième résolution** (*approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Habib Ramdani, directeur général par intérim nommé directeur général délégué en 2025*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments composant la rémunération et autres avantages versés au cours de

l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Habib Ramdani, directeur général par intérim nommé directeur général délégué en 2025. Ces informations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (sections 4.2.3.2. et 4.4.1.).

**Onzième résolution** (approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Marc Bistuer, directeur général délégué). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments composant la rémunération et autres avantages versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Marc Bistuer, directeur général délégué. Ces informations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (sections 4.2.3.3. et 4.4.1.).

**Douzième résolution** (approbation de la politique de rémunération de la présidente du conseil d'administration pour l'exercice 2026). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération de la présidente du conseil d'administration, pour l'exercice 2026, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 4.1.2.).

**Treizième résolution** (approbation de la politique de rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice 2026). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération des membres du conseil d'administration comprenant les administrateurs et le censeur, pour l'exercice 2026, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 4.1.3.).

**Quatorzième résolution** (approbation de la politique de rémunération de Paul Martingell, directeur général, pour l'exercice 2026). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération de Paul Martingell, directeur général, pour l'exercice 2026, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (sections 4.1.3.1. et 4.4.).

**Quinzième résolution** (approbation de la politique de rémunération d'Habib Ramdani, directeur général délégué, pour l'exercice 2026). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération d'Habib Ramdani, directeur général délégué, pour l'exercice 2026, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (sections 4.1.3.2., 4.1.3.2.1. et 4.4.).

**Seizième résolution** (approbation de la politique de rémunération de Marc Bistuer, directeur général délégué, pour l'exercice 2026). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L225-37 du Code de commerce, décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération de Marc Bistuer, directeur général délégué, pour l'exercice 2026, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (sections 4.1.3.2., 4.1.3.2.2. et 4.4.).

**Dix-septième résolution** (autorisation à conférer au conseil d'administration aux fins de procéder au rachat d'actions de la société). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions de l'article L22-10-62 du Code de commerce, à procéder à l'achat d'actions de la société dans la limite de 10% du capital de la société à la date de la présente assemblée, en vue :

- d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- de procéder à des attributions gratuites d'actions de performance dans le cadre des dispositions des articles L225-197-1 et suivants du Code de commerce ;

- de réduire le capital de la société par annulation de tout ou partie des titres achetés, dans le cadre de l'autorisation qui a été donnée par l'assemblée générale du 19 juin 2025 dans sa vingt-et-unième résolution.

Le prix maximum d'achat ne devra pas être supérieur à 1 000 € par titre.

Le montant maximal des opérations qui pourraient être effectuées en application de la présente résolution, compte tenu des 12 836 titres déjà détenus au 28 février 2026 est ainsi fixé à 826 230 000 €.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions de performance ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, ce montant sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Cette autorisation qui annule et remplace toute autorisation antérieure de même nature, et en particulier, celle consentie par l'assemblée générale du 19 juin 2025 dans sa vingtième résolution, est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée. Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tout organisme, en particulier l'Autorité des marchés financiers et d'une manière générale, faire ce qui sera nécessaire aux fins de réalisation des opérations effectuées en application de la présente autorisation.

### **Partie extraordinaire**

**Dix-huitième résolution** (ratification de la modification de l'article 17.4 des statuts). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et des statuts modifiés (article 17.4) qui lui ont été soumis, décide de ratifier la modification de l'article 17.4 des statuts de la société décidée par le conseil d'administration du 17 mars 2026.

### **Partie ordinaire**

**Dix-neuvième résolution** (pouvoirs en vue des formalités légales). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée, à l'effet d'accomplir toutes formalités prévues par la loi.

\*\*\*\*\*

## **A – Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale**

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 22 juin 2026 à zéro heure, heure de Paris :

- Soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société
- Soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

## **B – Modalités de vote à l'Assemblée Générale**

1. Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale pourront :

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif : (i) se présenter le jour de l'Assemblée Générale dans le bâtiment de Virbac direction (13<sup>e</sup> rue LID, 06517 Carros) muni d'une pièce d'identité ou (ii) demander une carte d'admission (a) auprès des services CIC, par voie postale à l'adresse suivante : CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr); ou (b) sur la plateforme sécurisée VOTACCESS accessible via le site dont l'adresse est la suivante : <https://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>;

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur : (i) demander, à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée ou (ii) si cet intermédiaire habilité est connecté à la plateforme sécurisée VOTACCESS, demander sa carte d'admission via cette plateforme en y accédant par le portail internet de cet intermédiaire habilité.

## 2. Les actionnaires souhaitant voter par correspondance pourront :

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif : renvoyer le formulaire de vote par correspondance joint à la convocation ou obtenu via une demande adressée au CIC Services Assemblées Générales par voie postale (6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09) ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr) ;

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur : demander le formulaire unique de vote par correspondance auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Ledit formulaire unique devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressé soit par voie postale à : CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr).

Pour être pris en compte, le formulaire de vote par correspondance devra être reçu par le service Assemblées Générales du CIC, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le 25 juin 2026.

## 3. Les actionnaires souhaitant voter par VOTACCESS :

La plateforme sécurisée VOTACCESS sera ouverte à compter du 12 juin 2026. La possibilité de voter ou de désigner un mandataire via celle-ci prendra fin la veille de l'Assemblée Générale, soit le 28 juin 2026 à 15 heures, heure de Paris, conformément à l'article R. 225-80 du Code de commerce. Toutefois, afin d'éviter tout éventuel engorgement, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée Générale pour voter.

## 4. Les actionnaires souhaitant être représentés en donnant pouvoir à la présidente de l'Assemblée Générale, ou à toute autre personne pourront :

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif : transmettre ses instructions de vote ou désigner (ou révoquer) un mandataire avant l'Assemblée Générale sur la plateforme sécurisée VOTACCESS ;

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur : (i) demander le formulaire unique de vote par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Ledit formulaire unique devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressé soit par voie postale à : CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr); ou (ii) si cet intermédiaire habilité est connecté à la plateforme sécurisée VOTACCESS, désigner (ou révoquer) un mandataire via cette plateforme en y accédant par le portail internet de cet intermédiaire habilité.

Conformément aux dispositions des articles R.22-10-24 et R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif pur : l'actionnaire devra envoyer un email revêtu d'une signature électronique obtenue auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr) en précisant le nom de l'émetteur concerné, la date de l'Assemblée Générale, les nom, prénom usuel, domicile et numéro de compte courant nominatif du mandant auprès du CIC ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire ;

— pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur ou au nominatif administré : l'actionnaire devra envoyer un email revêtu d'une signature électronique obtenue par ses soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr) en précisant le nom de l'émetteur concerné, la date de l'Assemblée Générale, ses nom, prénom usuel, domicile et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire.

L'actionnaire devra obligatoirement demander à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite à CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr). Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, le 28 juin 2026 à 15 heures (heure de Paris). Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte.

Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit le 25 juin 2026.

## C – Droit de communication des actionnaires

Les documents préparatoires à l'Assemblée Générale énoncés par l'article R. 22-10-23 du Code de commerce seront mis en ligne sur le site internet de la société ([corporate.virbac.com](http://corporate.virbac.com)) au plus tard le vingt et unième jour précédant l'Assemblée, soit le 8 juin 2026.

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'Assemblée Générale conformément notamment aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à disposition sur le site internet de la société.

A compter de la convocation et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'Assemblée Générale, tout actionnaire peut demander à la société de lui envoyer les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, à moins que ces documents ne soient publiés sur son site internet. Cet envoi peut être effectué par mail.

Les actionnaires au porteur devront justifier de cette qualité par la transmission d'une attestation d'inscription en compte.

#### **D – Questions écrites**

A compter de la mise à disposition des actionnaires des documents préparatoires et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le 23 juin 2026, tout actionnaire pourra adresser à la présidente du conseil d'administration de la société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, de préférence par voie électronique à l'adresse suivante : [legal@virbac.com](mailto:legal@virbac.com) (ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social). Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le présent avis de réunion sera suivi d'un avis de convocation reprenant les éventuelles modifications apportées à l'ordre du jour de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires et/ou le comité d'entreprise.

#### **E – Retransmission de l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale sera intégralement retransmise en direct sur le site internet de la société ([corporate.virbac.com](http://corporate.virbac.com)) à moins que des raisons techniques rendent impossible ou perturbent gravement cette retransmission. L'Assemblée Générale fera également l'objet d'un enregistrement audiovisuel, qui sera consultable sur le site internet de la société, au plus tard sept jours ouvrés après la date de l'Assemblée Générale et pendant au moins deux ans à compter de sa mise en ligne.

***Le conseil d'administration.***